PrÉsidence

de la Paris, le 29 décembre 2015

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Sondage SIG réforme constitutionnelle***

Résultats du sondage SIG sur la réforme constitutionnelle et la déchéance de nationalité :

1. **Un très bon niveau de notoriété de la réforme elle-même**: 83% en ont « *entendu parler* », dont 38% « *savent précisément de quoi il s’agit* ». Fait rare sur les questions de notoriété : il y a assez peu de différences entre les CSP+ et CSP-.
2. 70% pensent que la réforme - sans mention particulière de la déchéance de nationalité à ce stade - **« *va plutôt dans le bon sens pour améliorer l’efficacité de la lutte contre le terrorisme* »** ; contre seulement 14% « *dans le mauvais sens* » (le reste ne se prononce pas).
3. **« *La déchéance de nationalité*** *français aux personnes ayant commis des actes terroristes, lorsqu’elles ont une double nationalité, même si elles sont nées françaises* » **recueille 85% d’approbation**, dont **63% de « *très favorable* » (intensité de soutien rare)**.

**Le Front de gauche y est favorable à 57%** (dont 42% de très favorable), **EELV à 77%**, **les sympathisants socialistes à 80%** (51% de très favorables), **la droite républicaine à 90%** (dont 73% de très favorable : il leur sera coûteux de ne pas la voter…), **le FN à 97%**.

Il n’y a **aucun clivage sociologique** : les CSP+ soutiennent à 86%, les CSP- à 87%. Seuls les parisiens sont un peu en retrait : 80% (dont 55% de très favorables).

1. **« *L’inscription dans la Constitution de l’état d’urgence* » recueille 86% d’approbation** (69% de la gauche radicale, 82% à EELV, 89% au PS, 90% à droite), dont 48% de « *très favorable* » - soit une intensité un peu moindre, mais qui reste néanmoins très élevée : il n’y a pas de risque d’opinion à ce stade. **Le Front de gauche y est favorable à 64%, EELV à 82%, le PS à 89%, la droite à 89%, le FN à 92%**.
2. **L’argument du manque d’efficacité ne fait pas bouger les lignes** : une majorité pense que ce n’est pas une question d’efficacité mais de principe. **Les résultats sont très stables par rapport à avant la polémique** (le mode de recueil différent - en ligne contre téléphone - peut peut-être biaiser un peu, mais à la marge).

**A gauche, 57% pensent que « *ce ne sera pas efficace mais il faut quand même l’appliquer car c’est une question de principe* »**, dont 46% au Front de gauche, 59% à EELV, 61% au PS.

**Les réponses « *ce ne sera pas efficace donc il ne faut pas l’appliquer* » plafonnent à 13% au PS, 24% à EELV et 39% au Front de gauche**.

1. **L’argument de la différence de traitement entre les binationaux et les autres ne convainc pas plus**:
* seuls **14% pensent que « *cette différence de traitement est injuste, il faut renoncer à la déchéance de la nationalité des binationaux* »**, dont 23% au PS, 26% à EELV et 46% au Front de gauche (soit des scores proches des oppositions à la mesure).
* 51% pensent que « *malgré cette différence de traitement, il faut quand même l’appliquer car c’est une question de principe* » (45% à gauche) ; et 26% pensent même que « *pour remédier à cette injustice, il faut étendre la déchéance de la nationalité à tous les Français* » (dont 21% à gauche).

Avec une question proche, qui rappelle que la déchéance de nationalité existe déjà pour les binationaux naturalisés, 77% pensent que « *cette extension est justifiée, car il faut traiter tous les binationaux de la même manière, sans faire de distinction sur la façon dont la nationalité française a été acquise* » (72% au PS), contre 23% qui estiment que « *cette extension n’est pas justifiée, car toutes les personnes nées françaises ne seront alors plus traitées de la même manière, selon qu’elles ont également une autre nationalité ou pas* » (28% au PS).

1. **Un retrait de la mesure aurait certainement été mal reçu** : 21% seulement pensent que « *le Président aurait dû tenir compte des critiques exprimées par son propre camp et ne pas accentuer les divisions à gauche* » ; contre **79% qui estiment que le Président « *a eu raison de maintenir cette mesure* » car il « *respecte ainsi les engagements qu’il a pris après les attentats devant les Français et le Parlement* »** (81% au PS).

Les partisans d’une remise en cause pour ne pas accentuer les divisions à gauche se recrutent assez peu au PS (19% seulement), restent contenus à EELV (35%), sont un peu plus nombreux au Front de gauche (50%) sans être toutefois nettement majoritaires.

Les hypothèses de « mesure de substitution » (type indignité nationale) n’ont pas été testées, mais recueilleraient sans doute des scores proches.

1. **Trois autres questions permettent de mesurer que, malgré cette forte adhésion, le sujet reste somme toute assez secondaire aux yeux des Français**:
* **Majoritairement, et malgré l’intensité de la polémique, il n’a « *pas eu d’impact* » sur l’image du PR (56%) ni du PM (60%)**.

Mais quand il y en a eu, l’impact est plutôt bénéfique : 26% jugent que la décision de maintenir la mesure donne « *une meilleure image* » du PR contre 18% « *une moins bonne image* » (22% / 18% pour le PM). Les contestations sont là-encore contenues à EELV (26%), un peu plus fortes au Front de gauche (43%) sans être écrasantes (19% des électeurs Front de gauche jugent même que cela leur donne une « *meilleure image* » du Président…).

A noter que **les sympathisants PS** (et UDI) se détachent nettement : pour **42% d’entre eux** (40% pour l’UDI) **cela leur a donné « *une meilleure image* » du PR**, contre 18% (20% à l’UDI) une « *moins bonne image* ». La capacité à s’élever au-dessus des calculs politiques reste toujours plébiscitée, y compris dans son camp.

* **Malgré la polémique lancée par la droite, la question de la présence de Ch. Taubira au gouvernement reste contenue**. 55% souhaitent qu’en raison des critiques qu’elle a émis, elle « *démissionne* » - demande contenue, portée à 83% par la droite contre seulement 30% par la gauche. 18% ne le souhaitent pas (41% à gauche). Et surtout 27% estiment que cela « *leur est indifférent* » (29% à gauche).
* **Enfin concernant le mode d’approbation, 51% des Français préfèreraient un référendum, soit là encore un score assez faible pour une question de cette nature** (où l’opinion est en général toujours fortement encline à vouloir donner son avis) ; contre 28% qui préfèreraient qu’« *un vote des députés et sénateurs au Parlement* » s’en charge ; et 21% pour qui « *cela [leur] est égal* ».

Les partisans d’un référendum se recrutent un peu plus chez les CSP- (61%) mais surtout en raison de leur plus grande défiance envers les parlementaires (seuls 16% souhaitent leur renvoyer le sujet).

**Il n’y a guère que les sympathisants frontistes pour appeler de façon importante à un référendum** (74%).

1. Enfin, question très théorique, si référendum il y avait, 59% des Français déclarent aujourd’hui qu’ils iraient voter « *pour* », 11% « *contre* », et 30% ne se prononcent pas à ce stade.

 Adrien ABECASSIS